

Le potentiel politique, révolutionnaire, de la forêt

La rédaction

Numéro 331, été 2021

Dans la forêt. Du Nitassinan à Amanalco, une politique du vivant

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95766ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

La rédaction (2021). Le potentiel politique, révolutionnaire, de la forêt. *Liberté*, (331), 44–44.

Le potentiel politique, révolutionnaire, de la forêt

C'est l'histoire d'un enfant qui grandit dans la forêt avec son grand-père, que raconte l'écrivaine innue An Antane Kapeshe dans *Tanite nene etutamin nitassi? Qu'as-tu fait de mon pays?* Une nuit, écrit-elle, après la mort de son aïeul, l'enfant fait un rêve. Alors qu'il marche dans la forêt pour chasser, il rencontre sur sa route des personnages étranges : « Ils sont blancs et ils ont tous l'air ridicules. Ils sont très pressés, ils marchent à toute allure et sont tous très excités. » Au réveil, l'enfant rit en repensant à son rêve, appelle ces personnages livides et empressés les « Polichinelles ». Évidemment, il finira par les rencontrer en chair et en os ; se déclenchera alors, à leur contact, un insidieux processus de dépossession. À travers cette fable, Kapeshe résume toute l'histoire coloniale, si bien qu'à la fin du récit, l'enfant, dépité, ne reconnaît plus sa langue, ne reconnaît plus les sentiers, les rivières, la canopée de son enfance ; il ne connaît plus son pays ni son destin.

La forêt recouvre près de la moitié du territoire du Québec, selon le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). C'est l'un des plus grands réservoirs forestiers au monde, représentant 2 % de la forêt mondiale et 35 % du couvert forestier canadien. Il n'est donc pas surprenant que la forêt soit omniprésente dans nos récits fondateurs. On raconte cependant peu notre rapport à la forêt en adoptant le point de vue de ses premiers habitants. On parle plus volontiers de sa conquête héroïque par les coureurs des bois, les colons et les missionnaires ; on se plaît à imaginer, à raconter, encore et encore, l'épique prise de possession du territoire, l'histoire (bien partielle) de la civilisation de cette soi-disant *terra nullius*...

Il est vrai que la forêt est un espace fertile pour l'imaginaire. Les sociétés humaines sont captivées par l'ambiguïté de la forêt, à la fois espace d'enfermement et d'évasion, de péril mortel et de refuge. Il en va de même pour le récit des expériences de transformation personnelle et spirituelle

qui naissent au contact de la forêt, surtout lorsqu'il s'agit d'y survivre. Tout récemment encore, un homme, Antonio Sena, racontait au *New York Times* son errance de trente-six jours dans la forêt dense de l'État de Pará, au Brésil, après l'écrasement, en pleine Amazonie, de son vieux Cessna. S'il s'était perdu dans un secteur déboisé ou dévasté par l'activité extractive, a souligné Sena, il n'aurait sans doute pas pu s'alimenter, s'abreuver, ni s'abriter pour survivre – soulignant combien la marque laissée par l'homme sur la forêt ne la rend plus hospitalière. On voit là un rappel clair de la tension entre la forêt comme milieu de vie, comme habitat, et la forêt comme ressource, comme capital – un capital que l'on défend et garde farouchement, mais rarement pour préserver sa valeur intrinsèque.

Dans *La guerre des forêts*, l'historien Edward P. Thomson se penche sur la promulgation du Black Act par le Parlement anglais en 1723, qui vise à sanctionner les intrusions de braconniers-vandales dans les forêts royales et les parcs seigneuriaux. La loi est excessivement sévère – déportation, peine de mort – par rapport à la nature des délits en cause. Thomson retrace l'histoire de cette loi afin de démontrer qu'il s'agissait là d'une simple démonstration de force, visant à affirmer l'autorité de la loi et de l'État tant sur la nature que sur les populations pauvres. Cette loi, qui restera en vigueur pendant plus d'un siècle, cherchait en somme à affirmer le statut de la forêt en tant que capital, en tant que marque de richesse, en restreignant d'un même geste le droit coutumier qui permettait auparavant aux paysans d'y chasser, glaner ou cultiver une parcelle de terre.

Il ne s'agit que d'une manifestation de l'esprit des *enclosures* ; un épisode parmi d'autres dans l'histoire de la privatisation des biens communaux, sans doute anodin si on le compare à la violence de l'extractivisme colonial mené par la Couronne aux quatre coins de la planète. Mais cette volonté d'affirmer l'exclusivité de l'accès à la

forêt est particulièrement évocatrice et donne à voir la vanité du souverain, qui, comprenant sa valeur, utilise la nature comme caution pour son prestige – une attitude dont on observe encore les relents de nos jours. Mais alors qu'il est plus urgent que jamais de protéger les espaces naturels inestimables, le souverain, curieusement, est absent – ou brille par son inaction.

En mars 2021, soixante-sept scientifiques signaient dans *Le Devoir* une lettre dans laquelle ils dénonçaient « l'apparent parti pris » du MFFP pour l'industrie, après que des enquêtes journalistiques de Radio-Canada et du *Devoir* avaient révélé un laxisme évident dans la désignation des aires de conservation forestières. On critiquait aussi la Stratégie nationale de production de bois, lancée juste avant Noël sans faire de bruit, qui fixe comme objectif une augmentation de plus de 80 % des volumes de bois extraits sur le territoire du Québec dans les décennies à venir. Alors que le gouvernement du Québec vient de diviser le mandat du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, qu'on s'entête à soutenir des projets d'exploitation des hydrocarbures comme GNL Québec, on peut se demander si la forêt n'est pas envisagée comme un bijou que l'on aime exhiber, mais qu'on n'hésite pas à brader au moment opportun.

Le règne de l'extractivisme, chez nous, est loin d'être terminé. Il est pourtant primordial de formuler un engagement éthique clair, inébranlable, pour la préservation des écosystèmes. Comment y arriver alors qu'on peine à les comprendre et à y inscrire l'activité humaine de façon respectueuse et pérenne ? Nous proposons ici d'observer la forêt de l'intérieur ; de renverser les images de cartes postales qui, toujours, présentent la forêt en surplomb, comme une chose que le regard humain peut englober, régir. Il s'agira plutôt dans ce dossier de visiter la forêt, de s'imprégner de son imaginaire, de son relief, de sa complexité, afin d'apprendre à mieux habiter notre monde. ● — La rédaction